THÈME 3

L'UNION EUROPÉENNE DANS LA MONDIALISATION : DES DYNAMIQUES COMPLEXES

CHAPITRE I

L'UNION EUROPÉENNE, UN ESPACE PLUS OU MOINS OUVERT SUR LE MONDE, ENTRE POLITIQUES DE COHÉSION ET DE COMPÉTITIVITÉ

INTRODUCTION

Organisation régionale au degré d'intégration le plus poussé au monde, l'Union européenne développe des politiques de cohésion et de compétitivité - *Définitions p.202* pour réduire les inégalités territoriales et faire face à la concurrence mondiale. Cette puissance économique (premier pôle commercial mondial), plus ou moins ouverte à la mondialisation, est exposée à des défis et tensions internes et externes, ce qui limite son affirmation comme puissance sur la scène mondiale.

SOMMAIRE

I. DES POLITIQUES EUROPÉENNES TERRITORIALES ENTRE COMPÉTITIVITÉ ET COHÉSION

Quels sont les enjeux des politiques européennes ? Quels sont leurs impacts territoriaux ?

A. DES POLITIQUES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

- 1. Quel projet européen pour les territoires et quelles évolutions ?
- 2. Quelles sont les politiques au service des territoires ?
- 3. À quels défis ces politiques sont-elles confrontées ?

B. L'UNION EUROPÉENNE : DES DISPARITÉS SOCIO-SPATIALES

- 1. Comment les inégalités territoriales au sein de l'UE évoluent-elles ?
- 2. Quels sont les territoires les plus compétitifs ?
- 3. Des dynamiques territoriales complexes et contradictoires

II. L'UNION EUROPÉENNE, UN ESPACE PLUS OU MOINS OUVERT SUR LE MONDE

Quelle est la place de l'UE dans le monde ? Quel est son degré d'ouverture sur le monde ?

A. L'UNION EUROPÉENNE, UNE PUISSANCE MONDIALE

- 1. Quelles sont les spécificités de cet ensemble régional ?
- 2. Aspects et limites de la puissance de l'Union européenne

B. L'UNION EUROPÉENNE : UNE OUVERTURE À GÉOMÉTRIE VARIABLE

- 1. Comment l'Union européenne s'insère-t-elle dans la mondialisation ?
- 2. Quels sont les effets de la mondialisation sur ses territoires ?
- 3. Quelles sont ses priorités face aux tensions internes et externes ?

I. DES POLITIQUES EUROPÉENNES TERRITORIALES ENTRE COMPÉTITIVITÉ ET COHÉSION

Quels sont les enjeux des politiques européennes ? Quels sont leurs impacts territoriaux ?

A. DES POLITIQUES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES

- 1. Quel projet européen pour les territoires et quelles évolutions ?
- 2. Quelles sont les politiques au service des territoires ?
- 3. À quels défis ces politiques sont-elles confrontées ?

B. L'UNION EUROPÉENNE : DES DISPARITÉS SOCIO-SPATIALES

- 1. Comment les inégalités territoriales au sein de l'UE évoluent-elles ?
- 2. Quels sont les territoires les plus compétitifs ?
- 3. Des dynamiques territoriales complexes et contradictoires

COHÉSION ET COMPÉTITIVITÉ, DEUX NOTIONS CLÉS

COHÉSION ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE

« La cohésion désigne ce qui maintient associés entre eux les membres d'une même communauté. Dans l'Union européenne, elle se fonde sur la solidarité entre les États et les régions de l'Union pour remédier aux disparités économiques et promouvoir ainsi un développement harmonieux des territoires européens, la croissance et l'emploi.
La politique de cohésion est un des axes essentiels du projet européen, d'autant que la solidarité entre les membres doit participer à renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté.
Les origines de la cohésion remontent au traité de Rome (1957) dont le préambule évoquait la réduction des écarts structurels entre les régions. Il fallut attendre les années 1970 pour que des actions communautaires soient entreprises pour coordonner et compléter financièrement les politiques nationales en la matière. En 1986, l'Acte unique européen a introduit, en plus du marché unique, l'objectif de cohésion économique et sociale proprement dit. Le traité de Maastricht (1992) l'a finalement institutionnalisé dans le cadre de la politique régionale. Tous les trois ans, la Commission européenne doit présenter un rapport sur les progrès accomplis dans la réalisation de la cohésion économique et sociale et sur la façon dont les divers moyens engagés y ont contribué. »

http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/cohesion-economique-sociale-et-territoriale

« La cohésion territoriale tient pour beaucoup à la capacité à concilier diversité des territoires et réduction des inégalités entre citoyens liées à l'espace. Comment repérer les facteurs essentiels de la cohésion de nos sociétés, que sont les disparités sociales et la précarité, l'accessibilité aux services d'intérêt général, la participation des citoyens à la vie publique, ou encore la capacité à coopérer et mutualiser des ressources, aux différentes échelles géographiques où ils s'expriment »

https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/fr/acc-s-par-indicateurs/coh-sion-territoriale

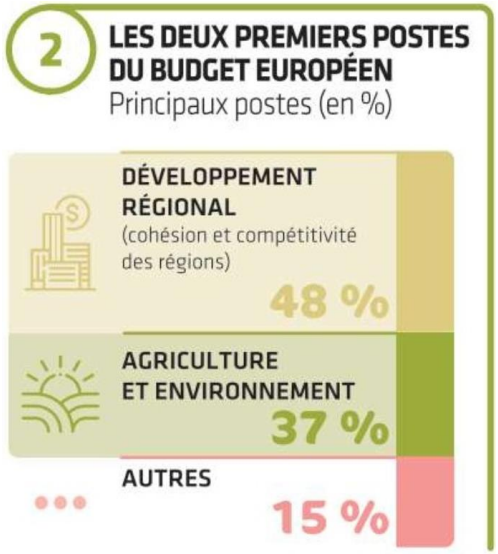
COHÉSION ET COMPÉTITIVITÉ , DEUX NOTIONS CLÉS

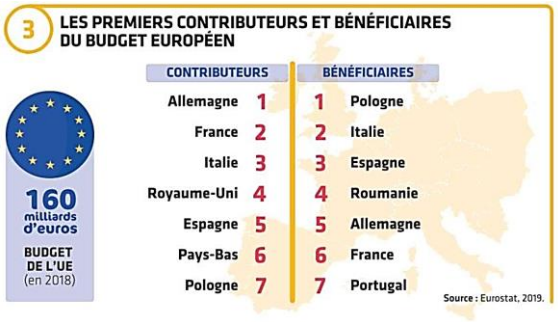
LA COMPÉTITIVITÉ, UNE NOTION GÉOGRAPHIQUE

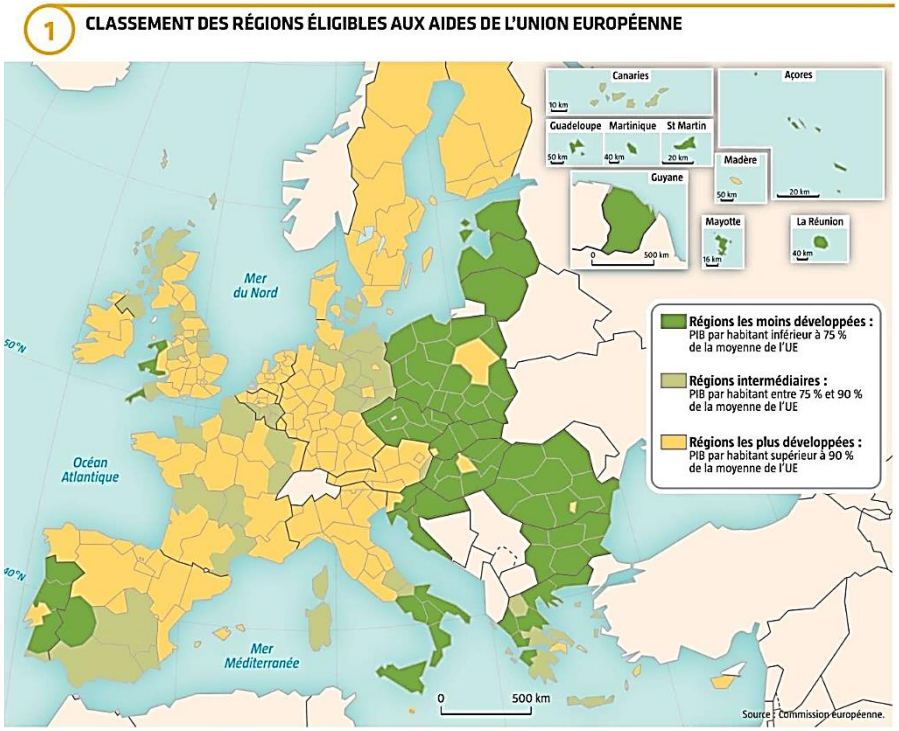
La compétitivité, jadis conçue pour parler des firmes et de leurs produits, s'applique aujourd'hui à des territoires dans leur ensemble […] Ainsi, la compétitivité a cessé d'être une notion purement économique.
Pour les géographes, ce discours a plusieurs conséquences. Du point de vue théorique, cela génère une nouvelle façon d'envisager le "territoire". Traditionnellement conçu comme un espace politique, borné par des frontières, le territoire, soumis à l'exigence de compétitivité, semble devenir un simple espace économique, jaugé selon des critères productifs et ouvert au libre-échange mondial. Cette redéfinition interroge en profondeur la géographie, qui a toujours donné à ce mot une place centrale.
Sur le plan pratique, cette vogue politico-médiatique influence l'aménagement du territoire. Le marketing territorial actif de nos collectivités locales, la politique nationale des "pôles de compétitivité" ou le "fléchage" des fonds structurels de l'Union européenne (conséquence de la "stratégie de Lisbonne") démontrent que cette évolution s'inscrit à toutes les échelles géographiques. […]
La compétitivité appliquée aux territoires, bien qu'unanimement relayée par nos gouvernants, reste une notion controversée . |…] il n'existe pas de frontière claire entre la compétitivité, vantée par les grands acteurs internationaux (FMI, Banque mondiale) et le dumping, dénoncé par ces mêmes institutions.
Le discours très complexe sur la compétitivité ainsi que la multitude des indicateurs qu'il génère ouvrent donc un champ d'étude considérable pour la géographie. Cette entrée disciplinaire, qui privilégie les notions d'espace et de territoire, permet de mieux cerner ce concept polémique et les débats sur la mondialisation.

Gilles Ardinat,
https://www.lemonde.fr/idees/article/2012/11/15/la-competitivite-une-notion-geographique_1790880_3232.html

UNE POLITIQUE DE COHÉSION



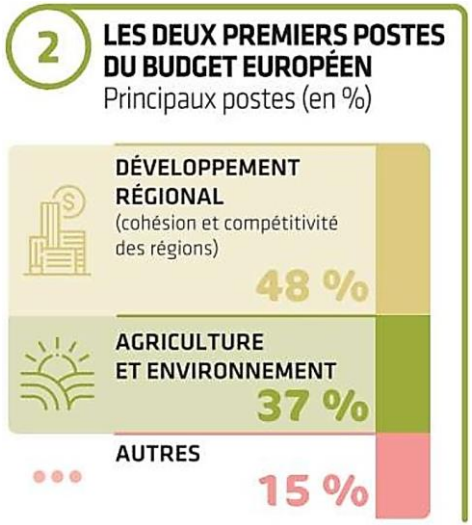


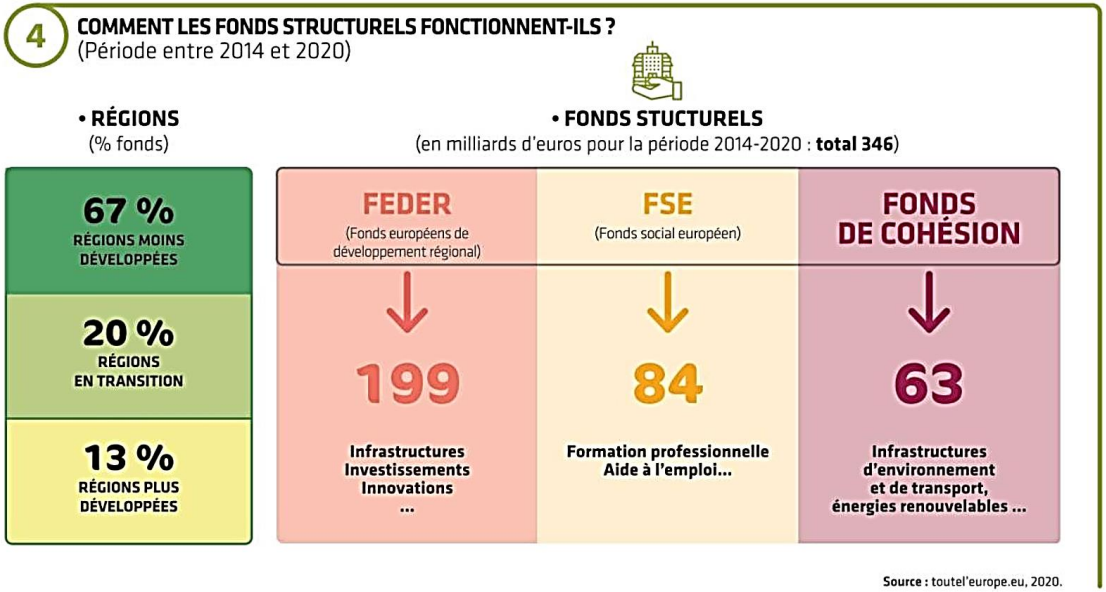


DES POLITIQUES AU SERVICE DES TERRITOIRES

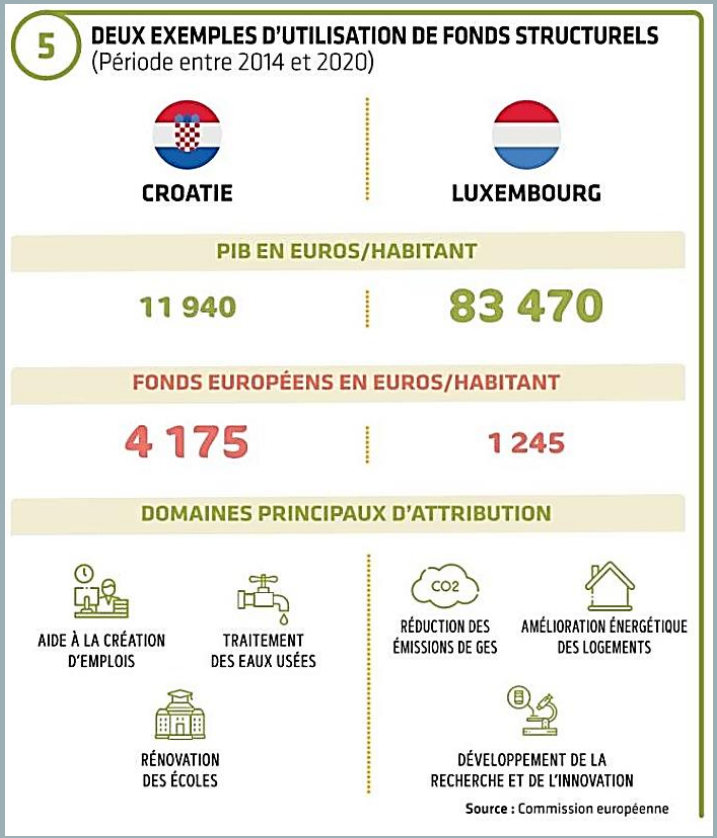
Source : Documentation photographique n°8145

Source : https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr





DE NOMBREUX PROJETS RÉALISÉS



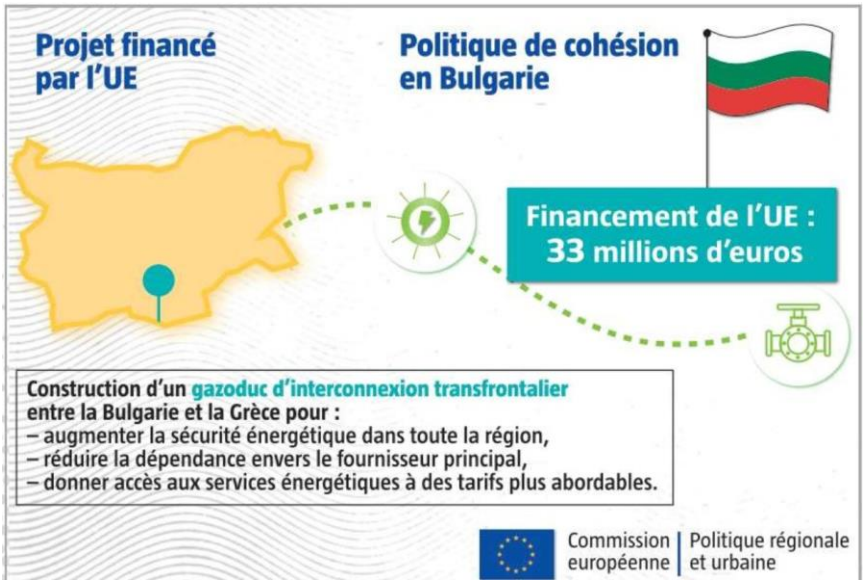
1 Un gazoduc d'interconnexion transfrontalier

2 Un soutien pour réduire la dépendance énergétique de la Bulgarie

La Bulgarie et la Grèce ont officiellement lancé la construction, plusieurs fois reportée, d'un gazoduc de 182 km destiné à permettre une diversification des sources d'approvisionnement de la Bulgarie, actuellement dépendante de la Russie. Ce projet est soutenu par l'Union européenne dans le cadre de sa politique de cohésion territoriale (politique régionale et urbaine).

Initialement prévue pour 2018, la mise en exploitation de ce projet d'interconnexion (IGB) entre Komotini (Grèce) et Dimitrovgrad (Bulgarie) est désormais fixée à fin 2020. Ce gazoduc doit permettre à la Bulgarie de se raccorder via la Grèce au futur gazoduc Tanap/Tap destiné à acheminer vers l'Ouest de l'Europe du gaz de la mer Caspienne. L'IGB sera aussi relié au terminal gazier grec d'Alexandropoulos pour des livraisons depuis l'Algérie ou le Qatar notamment.

AFP, 22 mai 2019.



1 LE PROGRAMME ERASMUS

Lancé en 1987, le programme Erasmus (acronyme de *European Action Scheme for the Mobility of University Students*, en français) est un programme européen d'action pour la mobilité des étudiants à l'Université. Il est devenu, en janvier 2014, Erasmus + par l'addition de deux grands programmes de la commission européenne : le Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (EFTLV, *Lifelong Learning Programme* en anglais) et le programme Jeunesse en action. Erasmus + n'est donc pas réservé qu'aux étudiants : il permet aux lycéens, apprentis et volontaires, mais aussi aux enseignants, formateurs et animateurs de jeunesse de partir en échange à la rencontre de leurs voisins européens. L'insertion professionnelle via les stages est devenue, au fil des ans, un axe prioritaire du programme.

Éditions Magnard, 2020.

Source : agence Erasmus +

FAVORISER LES MOBILITÉS : LE PROGRAMME ERASMUS +

FAIRE ÉVOLUER LA PAC, AUGMENTER SON BUDGET : AUTANT DE DÉFIS POUR L'UE

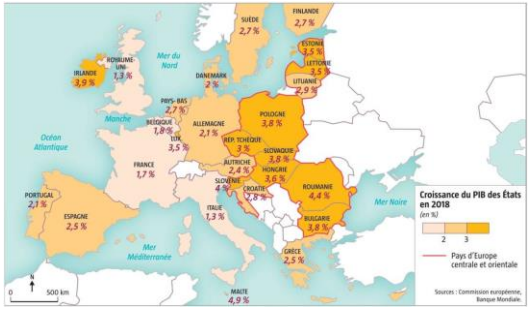
En 2019, le budget de l'Union européenne était de 148,2 milliards d'euros. Le budget annuel de l'UE s'inscrit dans un cadre pluriannuel fixé pour sept ans et qui détermine les montants maximums que l'UE peut dépenser chaque année dans différents domaines. Celui-ci est de 908,4 milliards d'euros pour la période 2014-2020. Le nouveau budget pluriannuel pour l'exercice 2021-2027, lui, a été fixé à 1074,3 milliards d'euros à l'issue d'intenses négociations. Le budget de l'UE représente un peu plus d'1% de la richesse produite chaque année par les pays membres de l'UE.

A titre indicatif, et même si ces montants sont difficilement comparables en raison de compétences très différentes, le budget des Etats-Unis prévoit 3.325 milliards d'euros (4.094 milliards de dollars) de dépenses et 2.968 milliards d'euros (3.654 milliards de dollars) de recettes en 2018. Pour la France, le budget de la même année s'élève à 386,3 milliards d'euros de dépenses nettes et 302 milliards de recettes nettes.

https://www.touteleurope.eu

Source : AFP

Source : lavolontépaysanne.fr



Carte 2 p.207. Le rattrapage économique des PECO

3 Les raisons du succès économique de la Pologne

En 2004, le revenu par habitant de la Pologne n'excédait pas 40 % de la moyenne européenne. Il atteint aujourd'hui 70 %. La croissance polonaise s'est maintenue à un niveau très élevé, jusqu'à 5 % en 2018. À cela s'ajoute un taux de chômage historiquement bas (3,8 % contre 6,3 % pour l'UE), un déficit public stabilisé à 1,6 % du PIB et une dette publique ramenée sous les 50 % de la richesse nationale.

L'intégration européenne a été et reste un puissant moteur de la réussite polonaise grâce à la manne des fonds structurels versés par l'UE (une enveloppe de 86 milliards d'euros pour la période 2014-2020). Le pays est, depuis plusieurs années, le principal bénéficiaire des fonds de la politique de cohésion de l'UE. L'Union a aussi fourni un cadre de référence et de confiance pour les investisseurs étrangers qui se sont implantés en nombre dans ce pays doté d'une main-d'œuvre qualifiée et peu chère, et d'un marché de 40 millions d'habitants.

Cependant, les défis à relever sont nombreux : faiblesse de l'épargne, difficile montée en gamme d'une économie encore largement basée sur des secteurs traditionnels (mines, acier, chantiers navals, agriculture). Sans oublier la question démographique : ces quinze dernières années, le pays a perdu 2 millions de travailleurs partis à l'étranger et il doit faire face à un afflux massif d'Ukrainiens pour combler ce déficit.

Antoine d'Abbundo, *la Croix*, 6 octobre 2019.

2 La Pologne : un pays de l'Europe orientale

« LA POLOGNE SE RÊVE EN GRAND »

(ACTUGÉO P.205)

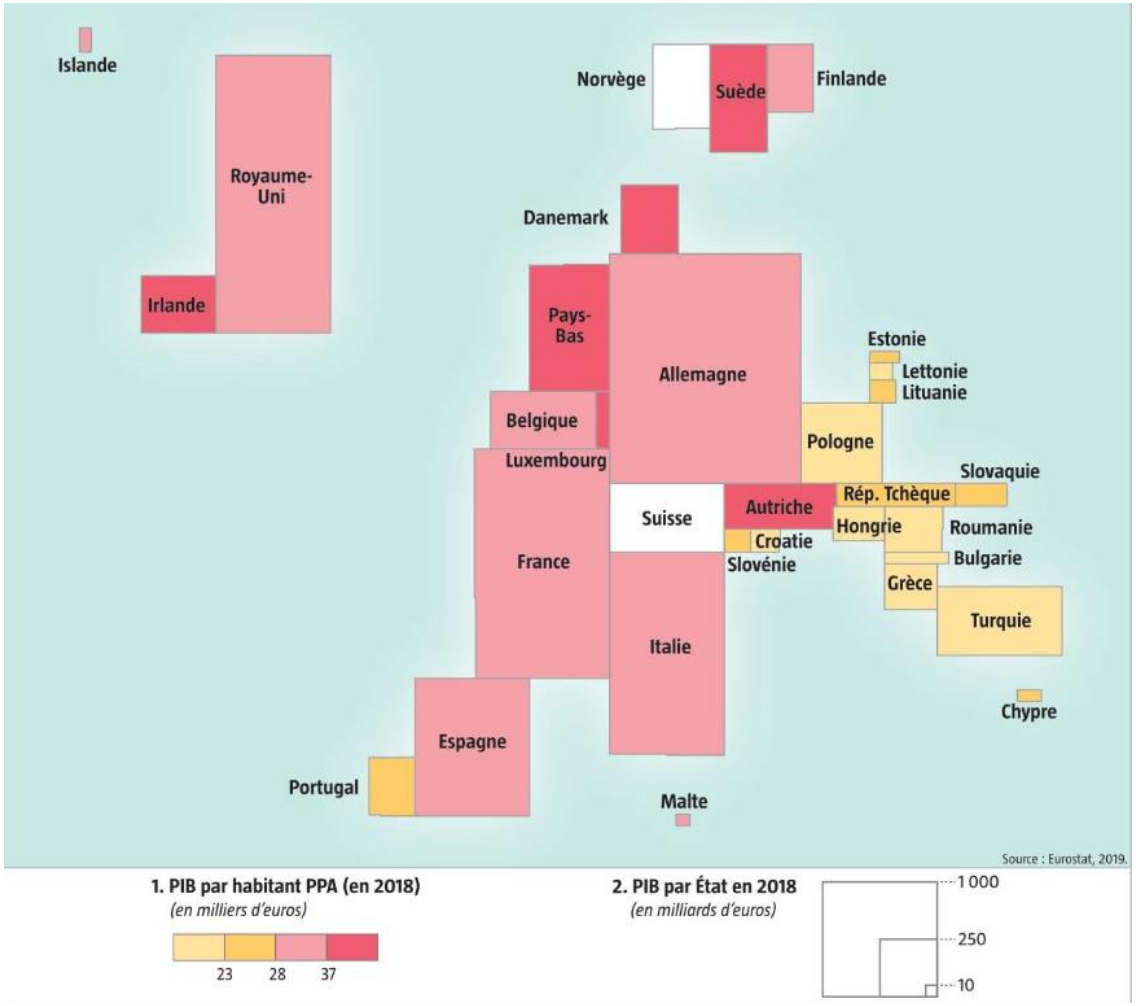
DES CONTRASTES DE RICHESSE PERSISTANTS

Le Luxembourg a un PIB par habitant douze fois supérieur à celui de la Bulgarie.

Les dix régions les plus pauvres d'Europe sont situées en Bulgarie, Roumanie et Hongrie .

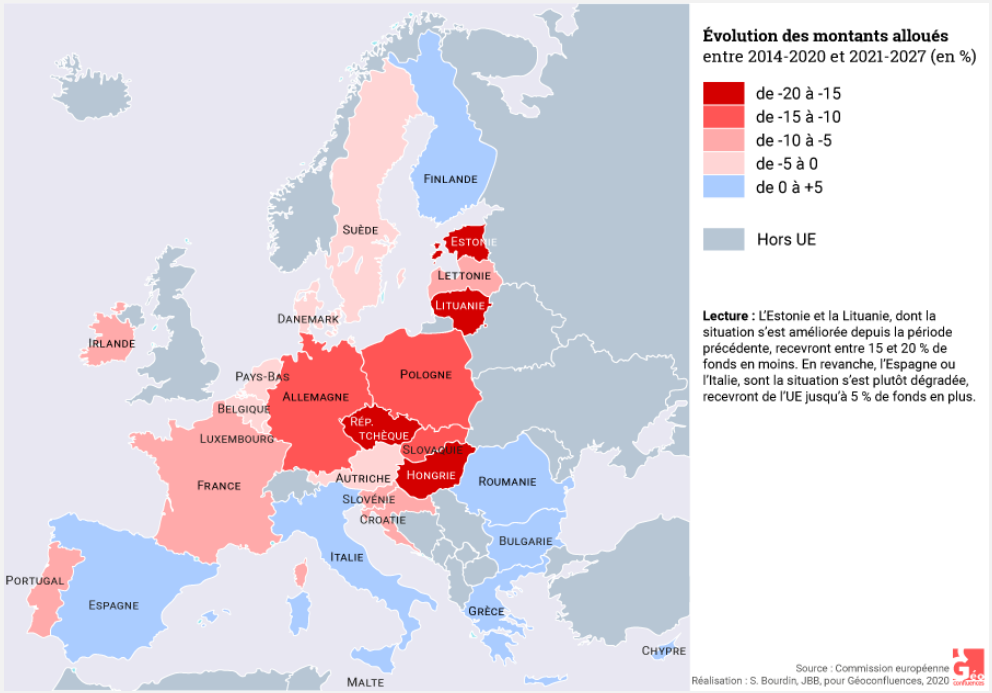
Le PIB par habitant dans les campagnes bulgares s'élève à 13% du PIB moyen par habitant en Europe, tandis que dans l'ouest de Londres, il atteint 583%.

Les dix régions capitales concentrent une richesse au moins deux fois supérieure à la moyenne des régions.



Carte 1 p.206. Les contrastes de richesse de l'Union européenne

SOUTENIR L'INNOVATION POUR FAVORISER LA COMPÉTITIVITÉ



Lisez attentivement l'article de Sébastien Bourdin, puis répondez à la question suivante : comment la politique de cohésion de l'Union européenne a-t-elle évolué depuis 2000 ? Pourquoi ? Que doit-on attendre de l'actuelle période de programmation (2021-2027) ?

DES DYNAMIQUES TERRITORIALES COMPLEXES ET CONTRADICTOIRES

La Politique de cohésion pour 2021-2027 : vers une plus grande territorialisation ?

Cet article explique comment la politique de cohésion de l'Union européenne est passée d'un objectif de rééquilibrage territorial à un objectif de compétitivité des territoires. Il s'agit d'accompagner les régions sur la mise en place de politiques d'innovation plutôt que de financer de grands projets d'infrastructures dont l'efficacité a souvent été remise en cause. Par ailleurs, les nouveaux objectifs de conditionnalité d'accès aux Fonds européens traduisent un manque d'ambition de la politique de cohésion, en particulier sur les objectifs climatiques.

Sébastien Bourdin, Géoconfluences

II. L'UNION EUROPÉENNE, UN ESPACE PLUS OU MOINS OUVERT SUR LE MONDE

Quelle est la place de l'UE dans le monde ? Quel est son degré d'ouverture sur le monde ?

A. L'UNION EUROPÉENNE, UNE PUISSANCE MONDIALE

- 1. Quelles sont les spécificités de cet ensemble régional ?
- 2. Aspects et limites de la puissance de l'Union européenne

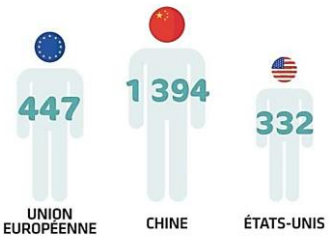
B. L'UNION EUROPÉENNE : UNE OUVERTURE À GÉOMÉTRIE VARIABLE

- 1. Comment l'Union européenne s'insère-t-elle dans la mondialisation ?
- 2. Quels sont les effets de la mondialisation sur ses territoires ?
- 3. Quelles sont ses priorités face aux tensions internes et externes ?

LES SPÉCIFICITÉS D'UN ENSEMBLE RÉGIONAL UNIQUE AU MONDE

1 L'Union européenne entre associations, ruptures, partenariats

1 LA POPULATION DE L'UE PAR RAPPORT AUX DEUX PREMIÈRES PUISSANCES
(en millions d'habitants, 2020)



Source : Banque mondiale, 2019.

3 La France met son veto aux négociations d'adhésion à l'UE de l'Albanie et de la Macédoine du Nord

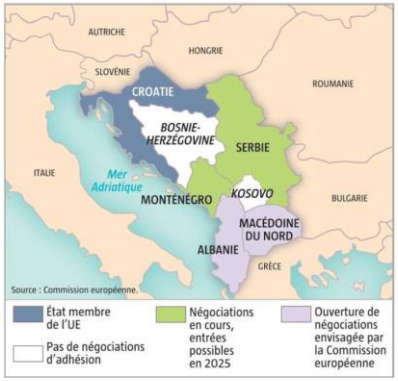
Les dirigeants des 28 États de l'Union européenne ont abordé la question de l'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord. Après six heures de débats tendus à Bruxelles, les chefs d'État ne sont pas parvenus à s'entendre sur la question de l'élargissement de l'Union européenne à ces deux pays.

La France a mis son veto pour ces adhésions car elle estime que ni les pays des Balkans, ni l'UE ne sont prêts pour ces adhésions.

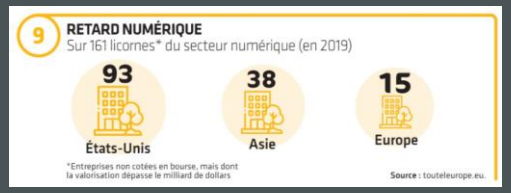
L'UE reviendra sur la question de l'adhésion de la Macédoine du Nord et de l'Albanie au printemps 2020.

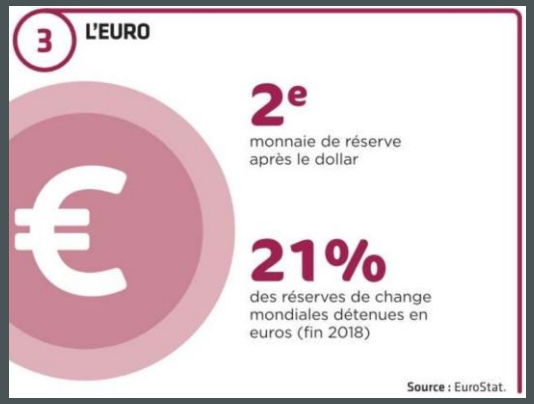
Radio *Tirana international*, octobre 2019.

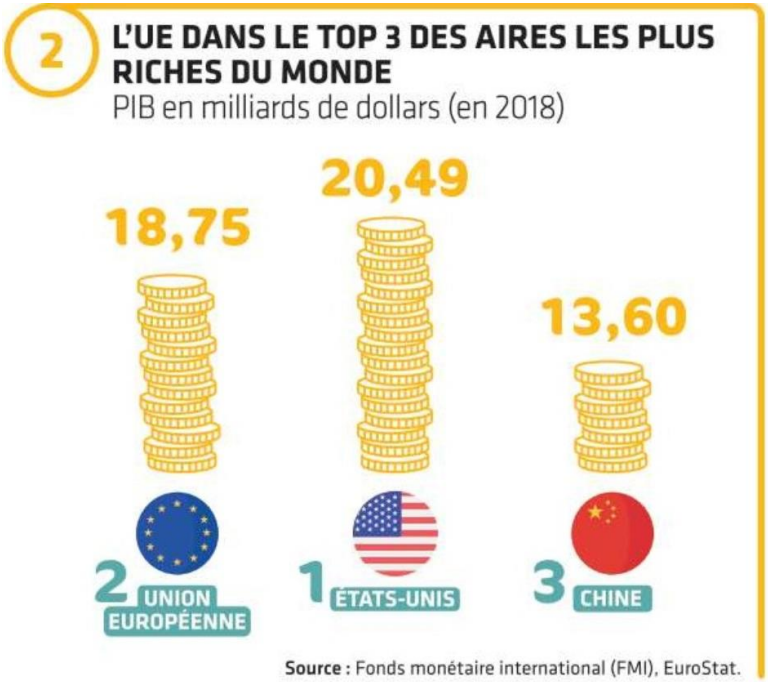
2 Les Balkans et l'Union européenne

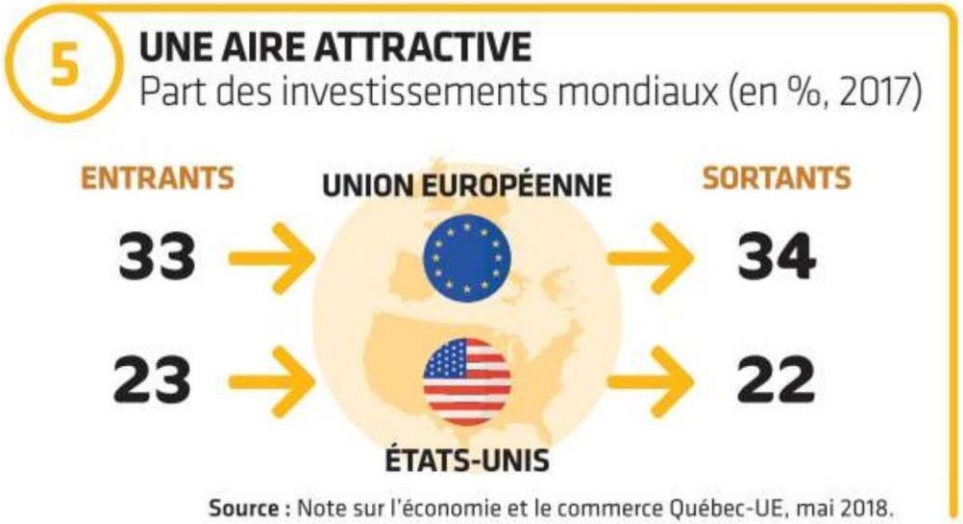


UNE PUISSANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE









UN POLE MAJEUR DU COMMERCE MONDIAL

4 UN PÔLE MAJEUR DU COMMERCE MONDIAL

Part sur le marché mondial des biens matériels (en % des exportations et importations mondiales, 2017)

EXPORTATIONS

CHINE	17
UNION EUROPÉENNE	15
ÉTATS-UNIS	13
JAPON	5
CORÉE DU SUD	4
CANADA	3
RESTE DU MONDE	43

IMPORTATIONS

ÉTATS-UNIS	17
UNION EUROPÉENNE	16
CHINE	12
JAPON	5
CORÉE DU SUD	4
CANADA	3
RESTE DU MONDE	43

Source : EuroStat.

UNE PUISSANCE NORMATIVE FACE AUX ENJEUX MONDIAUX

Le programme « Paré pour 55 » (« Fit-for-55 ») a été annoncé par la Commission européenne le 15 juillet 2021. Il s'agit de propositions d'actions concrètes pour accélérer la lutte contre le changement climatique, atteindre la neutralité climatique en 2050 et tenir l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 55% au moins en 2030 par rapport à 1990. Il place l'Europe à l'avant-garde du combat climatique. Cet objectif représente un défi majeur pour la décennie à venir, alors que l'Europe a réduit ses émissions de 23% entre 1990 et 2018, devenant le seul continent au monde à prouver qu'il était possible de réduire les émissions tout en connaissant une croissance économique forte. En effet dans le même temps, les émissions ont augmenté de 67% à l'échelle mondiale.

Pour mémoire, la moitié des Conférences des parties (dites COP) sur les changements climatiques se sont tenues dans l'Union : COP 21 à Paris, COP 23 à Bonn, COP 24 à Katowice, COP 25 à Madrid. Celle de 2021 (COP 26) était programmée à Glasgow avant le divorce britannique. On se souvient que la COP 21 s'est conclue par l'Accord de Paris, dernier traité international en date juridiquement contraignant sur les changements climatiques. Adopté par 196 pays – les parties prenantes– le 12 décembre 2015, il est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Son objectif est de limiter le réchauffement climatique à un niveau bien inférieur à 2 degrés Celsius, de préférence à 1,5 degré, par rapport au niveau préindustriel.

[…] Communauté de droit, l'Union européenne est donc attachée à des relations internationales fondées sur des règles. D'où son effort pour taxer les firmes qui visent à imposer des situations de monopoles ou à échapper à l'impôt (taxe GAFA).

[…] Un autre registre de forte implication internationale des Européens est celui de l'aide au développement. L'Union et ses États membres sont le premier donateur mondial de l'aide publique au développement. Leur contribution de 74,4 milliards d'euros pour la période 2021-2027 représente plus de la moitié de l'Aide publique au développement des pays de l'OCDE. Elle est destinée en priorité aux secteurs de l'agriculture et de l'éducation en Afrique.

Michel Foucher, L'Union européenne dans le monde,
La documentation photographique n°8145, 2022

L'UNION EUROPÉENNE, UNE PUISSANCE ?

Près de trente ans après la fin de la Guerre froide, l'UE n'est toujours pas devenue une grande puissance internationale sur le plan diplomatique. Elle a su prendre des sanctions contre la Russie lors de la crise ukrainienne de 2014 mais reste divisée sur la question syrienne ou encore sur celle du conflit israélo-palestinien.

Pourtant, l'UE a une opportunité de faire entendre sa voix dans le monde à travers son approche multilatérale, marquée par sa volonté de faire respecter le droit international. Elle a pu ainsi se démarquer des États-Unis pendant la présidence de G. W. Bush (2000-2008) et continue à le faire depuis l'élection du Président Trump (2016). Le retrait américain, en 2017, de l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015 offre à l'Union une position de leadership dans ce domaine. L'ensemble des relations extérieures de l'Union constitue d'ailleurs une sorte de diplomatie européenne visant à « transformer l'arène en forum », selon les mots du géographe et diplomate Michel Foucher. En outre, elle propose aux pays tiers un modèle, celui de l'intégration régionale, que d'autres parties du monde peuvent tenter de reproduire (comme le Mercosur en Amérique latine par exemple).

Source : www.viepublique.fr

Comment définir les contours de « l'Europe-puissance » ?

Lorsqu'elle s'est présentée devant le Parlement européen (PE) en juillet 2019, Ursula von der Leyen a choisi de qualifier la Commission européenne qu'elle était appelée à présider de « géopolitique ». Pour faire suite à la Commission « politique » de son prédécesseur Jean-Claude Juncker, elle entendait changer de focale et souligner la nécessité pour l'Union européenne (UE) de penser son action à l'échelle globale. Les raisons de ce choix sont connues : le monde contemporain est de plus en plus hostile, les grandes menaces (dérèglement climatique, pandémies, terrorisme, épuisement des ressources…) sont globales, et, avec l'isolationnisme des États-Unis, les ambitions de la Chine et l'hostilité de la Russie, l'Union n'a plus d'allié naturel.

Ceci étant, la notion de « Commission géopolitique » était peu explicite. S'agissait-il de repenser les politiques internes en tenant compte du contexte international ? De renoncer à une vision pacifique des relations internationales, fondée sur des idéaux de paix, de démocratie et d'entraide ? D'affirmer la puissance de l'Union et de la confronter à celle des autres blocs ? De se rallier à la realpolitik qui guide l'action de ceux-ci ? Dix-huit mois plus tard, si un consensus relatif émerge pour dire que l'Union doit effectivement exister à l'échelle globale autrement que comme un acteur commercial et un prosélyte de ses propres valeurs, les contours de la politique de puissance de l'Union restent incertains, notamment faute d'instance capable de les esquisser.

www.legrandcontinent.eu

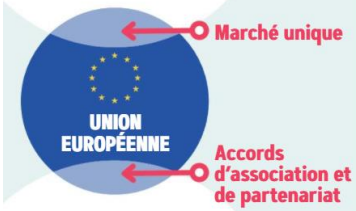
NOTION

Puissance mondiale : État ou aire régionale qui, dans le monde, se distingue non seulement par son poids territorial, démographique, économique, culturel, mais aussi par les moyens économiques, diplomatiques dont il dispose pour s'assurer une influence durable à l'échelle planétaire.

DES COOPÉRATIONS ET DES RAPPORTS DE FORCE

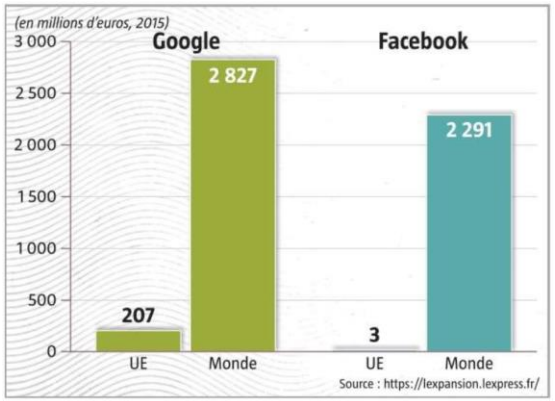
Formes de coopération économique

Les États de l'EEE
(Norvège, Liechenstein, Suisse)



Voisins
(Europe de l'Est, Maghreb, Moyen-Orient)

Pays ACP
(Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique)



2 Taxes payées dans l'UE par Google et Facebook en 2015 (en millions d'euros)

En raison de l'absence d'harmonisation fiscale au sein de l'UE, les GAFA ne paient que 9% d'impôts sur les bénéfices de leurs sociétés dans l'Union, contre 23% pour les entreprises classiques; d'où l'idée d'une « taxe GAFA » pour rétablir la balance.

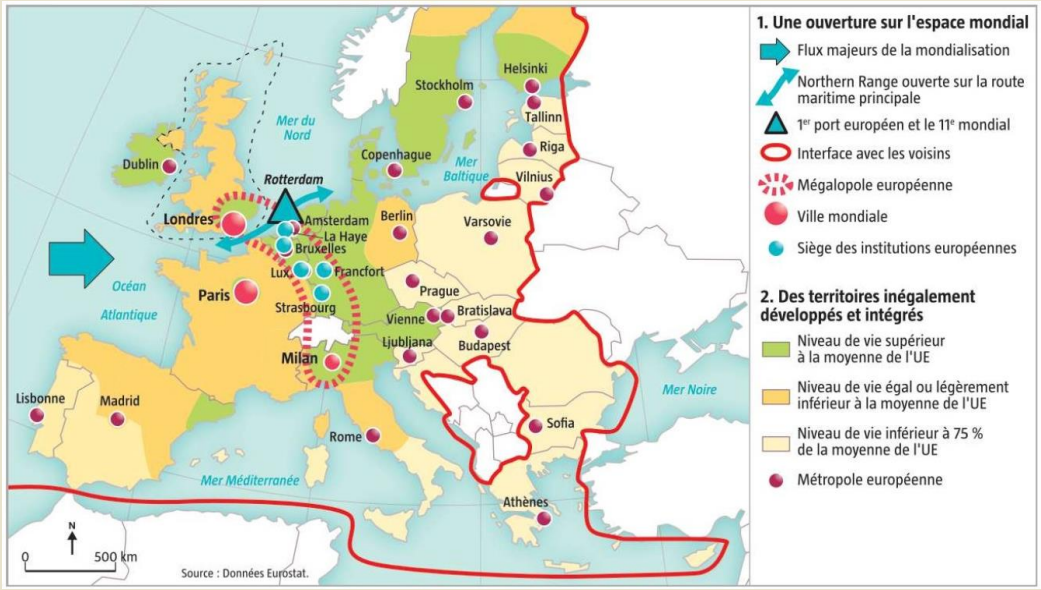
3 Bruxelles fait monter la pression sur les multinationales du numérique

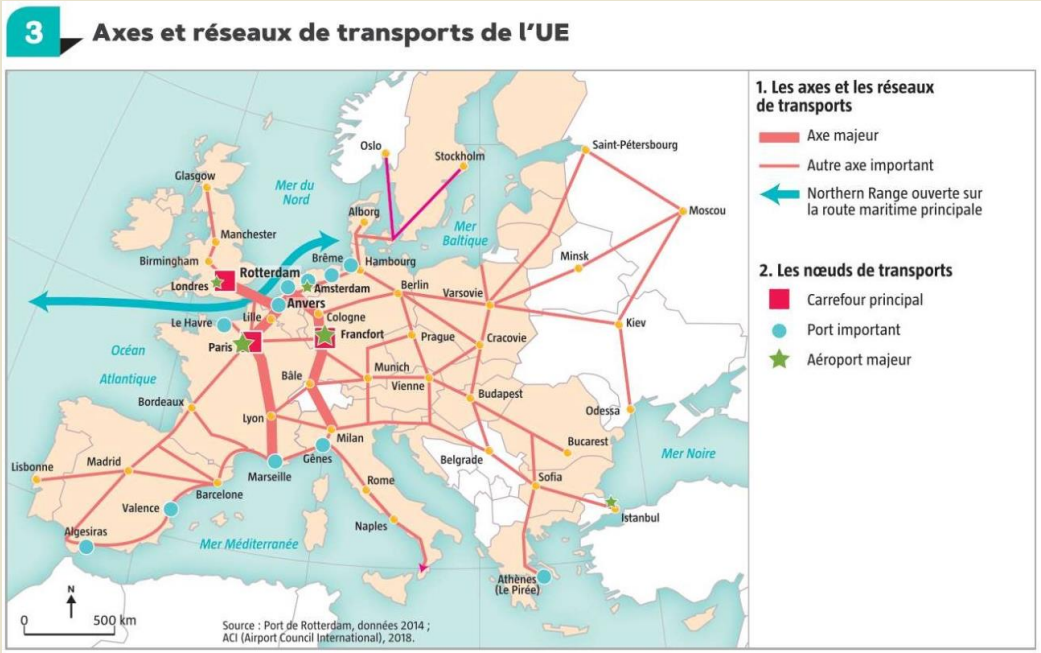
La nouvelle Commission Von der Leyen, intronisée début décembre 2019, a bien l'intention d'en faire davantage pour forcer les grands groupes à respecter des règles du jeu équitables. Les GAFA, soit Google, Amazon, Facebook et Apple, sont dans la ligne de mire.

La Commission envisage de se montrer beaucoup plus opiniâtre avec les GAFA. En début de semaine, la Commissaire à la concurrence, Margrethe Vestager, a confié qu'elle n'est pas allée suffisamment loin contre Google. Le moteur de recherche a été condamné à trois reprises pour des abus de position dominante, avec des amendes qui culminent à 8,25 milliards d'euros. Ces sanctions sont très élevées sur le papier, mais c'est pratiquement de l'argent de poche pour Google.

Mickaël Bazoge, « Contre les GAFA, Bruxelles veut taper plus fort », *MacGeneration*, 10 décembre 2019.

LES EFFETS DE LA MONDIALISATION SUR LES TERRITOIRES DE L'UNION EUROPÉENNE





POLITIQUES COMMERCIALES, POLITIQUES MIGRATOIRES : QUELLES PRIORITÉS ?

CONCLUSION

Révisions p.228-231

Sujets bac p.232-237

Exercice. Réalisation du croquis p.234-235